



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - PACA

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2017 - 31/12/2017
Version	2017.1
Statut - Nœud actuel	Envoyé - France - Représentation permanente
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	18/06/2018

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP093
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Période de programmation	2014 - 2020
Version	4.3
Numéro de la décision	C(2017)6534
Date de la décision	27/09/2017
Autorité de gestion	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Organisme de coordination	Agence de Services et de Paiement - Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	10
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	17
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	21
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	21
1.f1) EUSALP	23
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	27
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	28
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	28
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	28
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	28
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	30
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	31
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).	33
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	34
3. PROBLÈMES ENTRAUVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	35
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	35
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	38
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	40
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	40
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	40
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	40

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	41
5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	47
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	48
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	49
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	50
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	52
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013].....	53
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	54
Annexe II	55
Documents	65

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2017					2,07
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2017					96,00
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2017					2 000,00
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2017	2,98	33,44	1,01	11,33	8,91
		2014-2016	1,76	19,75	0,16	1,80	
		2014-2015	1,40	15,71	0,03	0,34	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 426 509,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	12 513 191,97	36,73	3 550 216,90	10,42	34 070 522,28
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00			2 500 000,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	7 394,78	0,31	0,00	0,00	2 377 516,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	12 520 586,75	31,01	3 550 216,90	8,79	40 374 547,28

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2017	5,97	99,23	2,03	33,74	6,02
		2014-2016	2,02	33,58	0,29	4,82	
		2014-2015	1,32	21,94			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	7 936 507,94
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	15 052 869,36	70,84	8 579 312,65	40,37	21 250 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	15 052 869,36	51,57	8 579 312,65	29,39	29 186 507,94

Domaine prioritaire 2C+							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4+ Investissements en desserte forestière (Total des investissements (€) (publics et privés))		2014-2017			1 085 800,00	30,26	3 588 703,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	2 018 419,86	70,30	0,00	0,00	2 870 962,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	2 465 704,67	61,03	1 468 920,22	36,36	4 040 013,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	4 484 124,53	64,88	1 468 920,22	21,25	6 910 975,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2017					0,45
		2014-2016					
		2014-2015					
T6+ Investissements totaux (publics et privés) pour le soutien à l'investissement pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles (4.2) (EUR)		2014-2017					49 344 664,00
		2014-2016					
		2014-2015					
T6+ Part des industries agroalimentaires soutenues par des investissements pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles (4.2) (%)		2014-2017					6,95
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	7 211 633,31	36,54	4 279 071,97	21,68	19 737 865,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	4 755 031,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	7 211 633,31	29,44	4 279 071,97	17,47	24 492 896,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2017			16,84	48,40	34,79
		2014-2016					
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2017			4,51	58,70	7,68
		2014-2016			0,03	0,39	
		2014-2015			0,03	0,39	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2017			18,80	56,76	33,12
		2014-2016			31,45	94,95	
		2014-2015			31,45	94,95	
Investissements totaux pour les actions de prévention pour la protection de la forêt (EUR)		2014-2017					13 009 048,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Part de la surface forestière bénéficiant d'un soutien pour la protection contre les incendies (%)		2014-2017					10,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 485 947,50
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	87 986,82	3,27	0,00	0,00	2 691 527,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	48 081 901,91	55,76	20 436 937,12	23,70	86 234 009,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	10 052 538,36	94,87	382 389,35	3,61	10 595 917,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	58 434 820,57	50,92	23 308 042,19	20,31	114 757 005,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	3 473 297,86	13,24	2 136 154,40	8,14	26 231 019,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	188 679,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	188 217 839,32	66,21	188 217 839,32	66,21	284 276 372,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	308 348 384,84	58,57	234 481 362,38	44,54	526 460 475,50

Domaine prioritaire 5A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		2014-2017			0,25	6,11	4,09
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	3 840 000,00	13,03	2 927 606,25	9,93	29 468 137,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	2 438 758,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	3 840 000,00	12,04	2 927 606,25	9,18	31 906 895,00

Domaine prioritaire 5B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)		2014-2017	440 649,32	14,03	208 535,70	6,64	3 140 115,00
		2014-2016	3 225,00	0,10	3 225,00	0,10	
		2014-2015	3 225,00	0,10			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	440 659,32	35,08	180 727,23	14,39	1 256 046,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	440 659,32	35,08	180 727,23	14,39	1 256 046,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2017					9,69
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	179 784,87	105,64	24 920,00	14,64	170 191,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	179 784,87	105,64	24 920,00	14,64	170 191,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2017					20,00
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588 703,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588 703,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2017					270,00
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2017					5,37
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2017			47,03	109,43	42,98
		2014-2016			47,03	109,43	
		2014-2015			47,03	109,43	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	11 493 614,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	6 389 014,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	592 697,45	1,41	0,00	0,00	42 114 664,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	592 697,45	0,99	0,00	0,00	59 997 292,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

1 - Méthodologie d'élaboration du RAMO :

Informations préalables :

Comme pour les années précédentes, la réalisation de ce RAMO s'appuie sur le travail fourni par l'Observatoire du Développement Rural (ODR) chargé par le Ministère de l'Agriculture d'apporter un appui aux Autorités de Gestion pour la reconstitution, le traitement et le croisement des données à fournir au RAMO.

Les données d'engagement et les données de paiements sont issues de leurs travaux. Concernant les données relatives aux paiements elles concernent les réalisations mentionnées dans les tableaux B du présent RAMO. Elles renvoient à des dossiers partiellement ou complètement réalisés.

- Concernant la mise en œuvre du programme il convient de distinguer :
 - **Les mesures dites « SIGC »** (Système Intégré de Gestion et de Contrôle concernant les mesures « surfaciques » : M10, M11, M12 et M13) gérées via le système d'information ISIS. La récupération de données via ce logiciel présente des difficultés depuis le début de la programmation.

MAEC (M10) et BIO (M11) :

Les données transmises par l'ASP à l'ODR renseignent pour les aides en faveur de l'agriculture biologique et mesures agroenvironnementales et climatiques 2015 :

- les montants annuels engagés pour la campagne 2015,
- les engagements totaux du contrat réalisé
- les paiements au dossier effectués durant l'année civile 2017,
- les quantités engagées.

ICHN (M13) :

Les données récupérées par l'ODR pour le traitement des indicateurs sont relatives aux campagnes 2015, 2016 et 2017. Disposer des 3 campagnes permet d'actualiser les données pour les dossiers ayant fait l'objet de paiements partiels en 2016 (au titre de la campagne 2015) et de disposer des données sur les paiements réalisés au titre des campagnes 2016 et 2017. Pour ces 2 campagnes, les montants payés évolueront en 2018 (de manière plus importante pour la campagne 2017 pour laquelle les premiers paiements ont été effectués en décembre 2017).

- **Des mesures dites « HSIGC »** (Hors Système intégré de Gestion et de Contrôle) gérées via le système d'information OSIRIS

La Région a choisi de mettre en œuvre la plupart des mesures du PDR HSIGC par voie d'appels à propositions et à projets, afin de garantir la transparence et l'égalité de traitement des porteurs de projets, et de mieux piloter la programmation.

Parmi ces mesures, certaines sont instruites en région (Mesures du volet régional) et d'autres sont instruites

par des services déconcentrés de l'Etat : les Directions Départementales des Territoires (Mesures du volet national, et mesures du volet régional dont l'Etat est le principal cofinanceur) il existe une DDT par département, soit 6 DDT pour la Région PACA).

Précisions sur les tableaux :

Tableau A :

Il présente les dépenses engagées sur l'année 2017. Il s'agit des données saisies dans les outils informatiques (ISIS ou OSIRIS) et pour lesquelles les dates d'engagement juridique sont comprises entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017.

En raison des retards liés aux chantiers d'instrumentation, ces données peuvent être sous estimées par rapport au niveau de programmation réel.

Tableau B à F :

Les données pour ces tableaux sont basées des réalisations. Depuis la parution du règlement 2018/276 la prise en compte de réalisations effectives pour les dossiers qui ne sont pas encore soldé est possible. Cette possibilité est prise en compte dans ce RAMO. **Les tableaux B à F ont donc été complétés sur la base des dossiers sous statut : "Réalisé complet" ou "Montant total engagé payé" ou "Réalisé partiel" au 31/12/2017. Les dossiers payé font donc référence à des dossiers pour lequel au moins un paiement a été réalisé au 31.12.2017.**

2 - Mise en œuvre de l'année 2017 - Vue d'ensemble :

Avec l'adoption du programme le 14 août 2015, l'ensemble des mesures a fait l'objet d'une ouverture progressive de la programmation sur les années 2015 et 2016. En 2017, 31 types d'opérations ont été ouverts soit la quasi totalité du programme. Une révision de la maquette du PDR a été adoptée le 3 octobre 2017. Cela a permis de réabonder certains types d'opérations en tensions, notamment en faveur de la modernisation et de la gestion des forêts.

Concernant le chantier instrumentation, les progrès réalisés sont indiqués en section 2c du présent RAMO.

Au 31 décembre 2017, le taux de programmation cumulé depuis le début de la programmation était de **55% de la maquette FEADER, soit 260,3 Mds d'€.**

Au niveau des engagements, les données de l'observatoire du développement rural font ressortir 27 404 dossiers engagés pour 352 Mds € de dépense publique totale.

Au niveau des paiements, les données de l'observatoire du développement rural font ressortir 20 692 dossiers payés pour 253 Mds € de dépense publique totale.

Au 31.12.2017 on observe des taux de programmation élevés sur certaines mesures :

- 40% pour la mesure 6 (type d'opération 6.1.1 et 6.2.2) "Encourager les jeunes agriculteurs" ;
- 68% pour la mesure 7 (Type d'opération 7.6.1) " Protéger les exploitations contre la prédation" ;

- 66% pour la mesure 13 (type d'opération 13.1.1 et 13.2.2) "Compenser les handicaps naturels" ;
- 44% pour la mesure 7 (type d'opération 7.1, 7.6.3 et 7.6.4) "protéger les sites à haute valeur naturelle Natura 2000" ;
- 51% pour les mesures 8, 4 et 16 (types d'opérations 8.3.1, 8.3.2, 8.4, 8.6, 4.3.3, 16.7.2) "Gestion des forêts : protéger, moderniser, reconstituer" ;
- 76% pour les mesures 4, type d'opération 4.2 et 16, type d'opération 16.4 "Améliorer la valeur ajoutée, favoriser la transformation et la commercialisation" ;
- 60% pour la mesure 7, type d'opération 7.6.2 "Aider au maintien du pastoralisme" ;
- 60% pour la mesure 4, type d'opération 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.1.4, 4.1.5, 4.3.4 "Moderniser les exploitations: équipements, renovation, performance énergétique".

3 - Avancement par Domaine Prioritaire au 31.12.2017 (données cumulées) :

3.1 - Priorité 2

Domaine prioritaire 2A

- TO 1.1 (Formation professionnelle et acquisition de compétences) : à fait l'objet d'un appel à projet publié en janvier 2017 et cloturé le 30 juin 2017, cependant aucun dossier n'a été reçu par l'Autorité de Gestion.

Aucun dossier n'a pu être programmé sur ce TO au 31.12.2017.

- TO 4.1.1 (Modernisation des exploitations d'élevages) : deux appels clôturés les 1er mars et 1er juin 2017. 139 dossiers reçus.

281 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 4 817 279.59€, soit 118% de la maquette du TO. 269 dossiers ont été engagés dans l'outil pour une dépense totale de 9 649 680.41 €. 114 dossiers ont pu être payés pour un montant total de 2 922 515.38 €.

- TO 4.1.2 (Modernisation des exploitations du secteur végétal) : deux appels clôturés les 1er mars et 1er juin 2017. 158 dossiers reçus.

404 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 370 509.84€, soit 48% de la maquette du TO. 383 dossiers ont été engagés dans l'outil pour une dépense totale de 2 863 511.56€. 80 dossiers ont pu être payés pour un montant total de 627 701.52€.

- TO 4.1.4 (Modernisation des serres et des équipements dans les secteurs maraichers et horticoles) AAP publié en septembre 2017 et clôturé le 15 décembre 2017. 10 dossiers ont été reçus sur cet appel.

1 dossier a été programmé sur ce TO pour un montant FEADER de 158 999.99€, cependant il n'a pas pu faire l'objet d'un engagement dans l'outil.

- TO 4.1.5 (Investissement pour la modernisation des vergers) AAP publié en septembre 2017 et clôturé le 15 décembre 2017. 94 dossiers reçus.

87 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 942 935.41 €, soit 57% de la maquette du TO, cependant il n'a pas pu faire l'objet d'un engagement dans l'outil.

Concernant les TO 4.1.4 et 4.1.5, la Région a développé ses propres outils de calculs qui n'ont toujours pas été validés par l'organisme payeur au 31.12.2017. Par conséquent les dossiers programmés n'ont pas pu être engagés.

- TO 16.1 (Mise en place et fonctionnement des groupes opérationnels du PEI) : appel publié en janvier 2017 et cloturé le 28 avril 2017. 7 dossiers reçus.

8 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 885 540.60 €, soit 47% de la maquette du TO. Cependant, seul un dossier a pu faire l'objet d'un engagement dans l'outil, pour un montant total de 7 394,78 €.

Domaine prioritaire 2B

- TO 6.1 (dotation jeunes agriculteurs et prêts bonifiés) a fait l'objet d'un appel à projets ouvert en continu depuis janvier 2015 pour l'ensemble de la période 2014 - 2020.

986 dossiers ont été engagés pour un montant total de 15 052 869,36€. Les paiements s'élèvent à un montant total de 8 579 312.65€ pour 455 dossiers.

Domaine prioritaire 2C+

- TO 8.6 (modernisation des exploitations forestières). L'appel à projet lancé en septembre 2017, sera clôturé en 2018.

29 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 141 207.49€ soit 46% de la maquette FEADER du TO. 28 dossiers ont été engagés pour un montant total de 2 465 704.67€ et 16 dossiers ont été payés pour un montant de 1 468 920.22€.

- TO 4.3.3 (Dessertes forestières) : appel publié en janvier 2017 et cloturé le 30 mars 2017. 22 dossiers reçus.

43 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 178 558.16€, soit 68% de la maquette du TO. 41 dossiers ont été engagés pour un montant total de 2 018 419.86.

- TO 16.7.2 (Stratégies collectives de gestion forestière ou d'instruments équivalents) a fait l'objet d'un appel à projet publié en janvier 2017 et cloturé le 30 juin 2017. 7 dossiers ont été reçus.

4 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 273 551.44€ soit 41% de la maquette du TO. Aucun dossier n'a pu être engagé sous OSIRIS.

3.2 - Priorité 3

Domaine prioritaire 3A

- TO 4.2 (Investissements dans les industries agro alimentaires) appel publié en janvier 2017 et cloturé le 14 avril 2017. 18 dossiers reçus.

74 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 8 339 524,68€, soit 72% de la maquette du TO. 35 dossiers ont été engagés sous OSIRIS pour un montant total de 7 211 633.31€. 24 dossiers ont été payés pour un montant total de 4 279 071.97€;

- TO 16.2 (projets experimentaux et nouveaux produits dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation) a fait l'objet d'un appel publié en janvier 2017 et cloturé le 28 avril 2017. 2 dossiers ont été reçus.

2 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 180 311.89€. Aucun dossier n'a pu être engagé sous OSIRIS.

- TO 16.4 (Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuit court) appel publié en janvier 2017 et cloturé les 31 mars et 15 septembre 2017. 2 dossiers reçus.

3 dossiers programmés pour un montant FEADER de 1 007 581.91€, soit 53% de la maquette du TO. Aucun dossier n'a pu être engagé sous OSIRIS.

3.3 - Priorité 4

- TO 1.2 (actions de démonstration et d'information dans les domaines de l'agriculture et de la forêt) a fait l'objet d'un appel à projet publié en janvier 2017 et cloturé le 30 juin 2017. 4 dossiers ont été reçus pour le volet agriculture et 2 pour le volet forêt.

Aucun dossier n'a pu être programmé sur ce TO au 31.12.2017.

- TO 4.3.4 (Aires de lavage et système de traitement des effluents phytosanitaires) appel publié en janvier 2017 et cloturé les 31 août 2017 et 15 décembre 2017. Au total 9 dossiers ont été reçus.

8 dossiers ont été programmés pour un montant de 715 513.17€, soit 46% de la maquette. 2 dossiers ont été engagés pour un montant total de 87 986.82.

Le montant d'engagement d'un dossier de la transition a été corrigé sur ce TO dans le tableau A pour un montant de - 106 920€.

- TO 7.6.1 (protection contre la prédation) a fait l'objet d'un lancement d'appel à propositions avec 3 dates de clôture : 30 mars, 15 mai et 30 Juin. 1376 dossiers ont été déposés au total sur ces trois vagues.

3835 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 21 606 339.51€, soit 68% de la maquette. 3798 dossiers ont été engagés dans OSIRIS pour un montant total de 40 366 717.74€. 2230 dossiers ont été payés 20 370 556.31€.

- TO 7.6.2 (Aide aux équipements pastoraux collectifs et aux études pour le pastoralisme) : appel publié en janvier 2017 et cloturé le 31 mai 2017 pour les études pastorales, le 1er mars 2017 pour les équipements pastoraux. 15 dossiers ont été reçus sur l'appel concernant les équipements pastoraux et 24 sur celui concernant les études.

106 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 2 299 156.61€ soit 60% de la maquette. 58 dossiers ont été engagés dans l'outil pour un montant total de 2 223 122.98€. 2 dossiers ont été payés pour un montant de 21 673.62€.

- TO 7.6.3 (animation des DOCOB sur les sites Natura 2000) Appel publié en janvier 2017 et cloturé le 15 mars 2017, le 15 juin 2017, le 8 septembre 2017 et le 10 novembre 2017. Au total 17 dossiers ont été reçus.

68 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant de 3 549 237.22€ soit 47 % de la maquette du TO. 46 dossiers ont été engagés pour 4 423 262.95€. 3 dossiers ont été payés pour un montant de 44 707,19€.

- TO 7.6.4 (Contrats Natura 2000) appels publiés en janvier 2017 et cloturés le 15 mars 2017 et le 8 septembre 2017. Au total 31 dossiers ont été reçus.

70 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 787 006.06€, soit 41% de la maquette. 51 dossiers ont été engagés sous OSIRIS pour un montant total de 1 068 798.24€.

- TO 8.3.1 (Défense des forêts contre les incendies) appel publié en janvier 2017 et cloturé le 14 avril 2017. 89 dossiers ont été reçus.

289 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 4 385 648.67€, soit 79% de la maquette du TO. 253 dossiers ont été engagés pour un montant total de 10 052 538.36€. 24 dossiers ont été payés pour un montant de 382 389.35€.

- Mesure 10 - MAEC

4000 dossiers ont été engagés sous ISIS pour un montant total de 58 434 820.57€. 3958 dossiers ont été payés pour un montant total de 23 308 042.19€.

- TO 11.1 : Conversion à l'Agriculture Biologique

Les engagements et paiements de ce TO ont pu démarrer en 2017 suite au paramétrage de l'outil ISIS. Au 31.12.2017 1154 ont pu être engagés pour un montant total de 3 473 297.86€ et 737 dossiers ont pu être payés pour un montant total de 2 136 154,40€.

- Mesure 13 : Indemnité Compensatoire des Handicaps Naturels

12 607 dossiers ont été engagés et payés sous ISIS pour un montant total de 188 179 302.27€. un important rattrapage a été mené en 2017 dans l'instruction et le paiement de cette mesure suite au paramétrage de l'outil.

3.4 - Priorité 5

Domaine prioritaire 5A

- TO 4.3.1 (modernisation des infrastructures hydrauliques) : un appel à été publié avec deux dates de clôture : 28 février et 28 avril 2017. Au total 15 dossiers ont été reçus.

22 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 7 367 988.14€, soit 60% de la maquette du TO. 1 dossier a pu être engagé pour un montant total de 3 840 000€. 1 dossier a été payé pour un montant de 2 927 606.25€.

- TO 16.5 (opérations collectives d'amélioration de la ressource en eau) appel publié en janvier 2017 et cloturé les 31 mars et 30 juin 2017. 1 seul dossier a été reçu.

4 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 568 045.45€, soit 29% de la maquette du TO. Aucun dossier n'a pu être engagé dans l'outil OSIRIS.

Domaine prioritaire 5B

- TO 4.1.3 (Investissement dans la performance énergétiques des exploitations agricoles) : deux appels clôturés les 1er mars et 1er juin 2017. 13 dossiers reçus.

32 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 256 935.22€, soit 39% de la maquette du TO. L'intégralité des dossiers programmés ont été engagés dans l'outil pour une dépense totale de 440 659.32€. 11 dossiers ont pu être payés pour un montant total de 180 727.23€.

Domaine prioritaire 5E

- TO 8.6 : 1 dossier a été engagé et payé sur le domaine prioritaire 5E pour ce TO pour un montant total de 24 920€.

L'indicateur cible T19 n'a pas pu être renseigné dans le présent RAMO. Il sera renseigné dans le prochain.

3.5 - Priorité 6

Domaine prioritaire 6A

- TO 6.4 (Investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles) appel publié en juillet 2017 et cloturé le 14 décembre 2017. 9 dossiers ont été reçus.

Aucun dossier n'a pu être programmé sur ce TO au 31.12.2017 du fait de la clôture tardive de l'appel.

Domaine prioritaire 6B

- TO 7.4.1 (service de base pour l'économie et la population rurale) appel publié en juillet 2017 et cloturé le 14 décembre 2017. 19 dossiers ont été reçus.

11 dossiers ont été programmés sur ce TO pour un montant FEADER de 898 044.62€, soit 20% de la maquette. Aucun dossier n'a pu être engagé sous OSIRIS.

- TO 7.6.5 (Conservation, action culturelle et mise en œuvre du patrimoine rural) appel publié en juillet 2017 et cloturé le 14 décembre 2017. 10 dossiers ont été reçus.

5 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 159 206.53€, soit 10% de la maquette. Aucun dossier n'a pu être engagé sous OSIRIS.

- TO 16.7.1 (Stratégies collectives de gestion forestière ou d'instruments équivalents) a fait l'objet d'un appel à projet en 2017 avec deux dates de clôture les 28 avril et 29 septembre. Au total 8 dossiers ont été reçus.

9 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 179 511.06€ soit 27% de la maquette du TO. Aucun dossier n'a pu être engagé sous OSIRIS.

- LEADER (Mesure 19) :

Le conventionnement avec les 13 GAL et l'Organisme Payeur est achevé.

8 GAL sur 13 ont commencé à programmer :

- 19. 2 (plan de développement) = 870 982 € pour 35 dossiers sur 16,2 M€ soit 5 % de la maquette; cependant aucun n'a pu être engagé sous OSIRIS avant le 31.12.2017.
- 19.4 (Animation des GAL) = 1 354 165,33 € pour 2 années sur 4,6 M€ soit 29% de la maquette ; 8 dossiers ont été engagés sous OSIRIS pour un montant total de 482 059.05€.

Concernant le TO 19.1 - soutien préparatoire, les dossiers des 13 GAL ont été programmés pour un montant FEADER de 260 678.40€, soit 81% de la maquette. 4 dossiers ont été engagés sous OSIRIS pour un montant total de 110 638.40€.

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Priorité 2

Les valeurs cibles 2023 à atteindre pour cette priorité sont :

- Indicateur financier : 61 972 030.22€
- Nombre d'exploitations agricoles : 3 350

Les valeurs intermédiaires 2018 pour cette priorité représentent 15% des valeurs cibles 2023.

Sur la base des réalisations au 31.12.2017 :

- L'indicateur physique du nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien s'élève à **7150 exploitations soit 21.34 % de la cible 2023 du cadre de performance.**
- L'indicateur financier, s'élève à 14 897 615.15€ **soit 24.04% de la cible 2023** du cadre de

performance.

Les cibles du cadre de performance sont donc atteintes pour la priorité 2

Priorité 3 :

Les valeurs cibles 2023 à atteindre pour cette priorité sont :

- Indicateur financier : 24 492 896,00€
- Investissements totaux pour le soutien à l'investissement pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles : 49 344 664 €

Les valeurs intermédiaires 2018 pour cette priorité représentent 30% des valeurs cibles 2023.

Sur la base des réalisations au 31.12.2017 :

- Les investissements s'élèvent à **2 853 510.17€ soit 5.78 % de la cible 2023** du cadre de performance.
- L'indicateur financier, s'élève à 4 279 071.97 **soit 17.47% de la cible 2023** du cadre de performance.

Ces chiffres sont inférieurs au niveau de programmation en région PACA et sont directement imputables à l'instrumentation progressive d'OSIRIS.

Au 31.12.2017, 79 dossiers ont été engagés depuis 2014 sur le domaine prioritaire 3A. Sur le TO 4.2 (représentant plus de 70% de la priorité) 74 dossiers ont été programmés pour un taux de programmation de 72%. Le montant total des engagements s'élèvent à 7 211 633.31€ (pour 35 dossiers). Le rattrapage des paiements dans l'outil étant en cours, il permettra d'atteindre les objectifs fixés sur cette priorité.

Priorité 4

Les valeurs cibles 2023 à atteindre pour cette priorité sont :

- Indicateur financier : 511 260 475,50€
- Terres agricoles sous contrat ICHN : 373 400 ha

Les valeurs intermédiaires 2018 pour cette priorité représentent 30% de la valeur cible 2023 pour l'indicateur financier et 75% pour l'indicateur physique.

Sur la base des réalisations au 31.12.2017 :

- Le nombre de terres agricoles sous contrat ICHN s'élève à 150 344.05 ha **soit 40.26 % de la cible 2023** du cadre de performance.
- L'indicateur financier, s'élève à 239 209 700.01 **soit 46.79% de la cible 2023** du cadre de performance.

L'indicateur financier du cadre de performance est déjà atteint.

Concernant l'indicateur physique, **il s'agit ici d'un indicateur annuel** celui-ci est amené à varier entre les

années.

Pour 2017, comme l'outil ISIS était en rattrapage suite au chantier de paramétrage, plusieurs campagnes ont été payées conduisant l'indicateur à être sur- estimé par rapport à la surface soutenue sur une campagne annuelle. La valeur de la campagne 2016 correspond à une campagne complète.

La valeur de l'indicateur déclarée sur ce RAMO est égale à la campagne 2017.

Campagne 2016 : 209 463.91 ha

Campagne 2017 : 150 344.05 ha

Soit 359 807.96 ha sous contrats ICHN.

Concernant cet indicateur, la fixation de la valeur cible est basée sur la surface ICHN constatée lors de la programmation 2007-2013 et sur l'indicateur O5 « surfaces soutenues ». **Cependant l'AG reconnaît avoir fait une erreur matérielle** conduisant à une valeur 2023 surestimée. En effet le chiffre de 373 400 ha a été fixé sur la base de la programmation 2007 2013. Ce chiffre représente le total des surfaces déclarées. Or, si l'on tient compte du plafonnement à 75 ha par exploitation, le chiffre des réalisations à prendre en compte est plus faible. De plus, la mise en place de la règle du prorata pour les surfaces peu productives réduit les surfaces admissibles par rapport à la surface cadastrale dans cette nouvelle période de programmation. Finalement, il apparaît nécessaire de ramener la cible 2013 à 210000 ha pour tenir compte de cette erreur et ne prendre en compte que les surfaces ayant fait l'objet d'un financement, après application des plafonds.

Priorité 5

Les valeurs cibles 2023 à atteindre pour cette priorité sont :

- Indicateur financier : 33 333 132 €
- Nombre d'opérations d'investissements dans les économies d'énergie /efficacité énergétique / production d'énergie renouvelable (5B/5C) : 40
- Terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace : 4 000 ha

Les valeurs intermédiaires 2018 pour cette priorité représentent 30% de la valeur cible 2023.

Sur la base des réalisations au 31.12.2017 :

- Le nombre d'opérations d'investissement est de **13 soit 30 % de la cible 2023** du cadre de performance.
- La surface de terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace s'élève à 0 ha.
- L'indicateur financier, s'élève à 3 152 952.25 **soit 1% de la cible 2023** du cadre de performance.

Cette priorité souffre particulièrement du retard pris dans l'instrumentation des outils. L'outil pour le paiement du TO 4.3.1 (contribuant directement à l'indicateur relatif à la surface de terres irriguées) n'a été livré qu'en décembre 2017. En revanche au niveau de la programmation, ce TO connaît un fort succès puisque 60% de la maquette FEADER a déjà été programmée (7 367 988.14€ de FEADER). Des demandes

de paiements ont en revanche été reçues, le défi sur l'année 2018 sera de pouvoir rattraper le retard lié à l'instrumentation notamment dans le cadre de dispositions de contrôle des marchés publics renforcés.

Priorité 6

Les valeurs cibles 2023 à atteindre pour cette priorité sont :

- Indicateur financier : 63 585 995 €
- Nombre d'opérations visant à améliorer les services de base et les infrastructures dans les zones rurales : 115
- Population concernée par les groupes d'action locales : 800 000 habitants

Les valeurs intermédiaires 2018 pour cette priorité représentent 15 % de la valeur cible 2023 à l'exception de l'indicateur relatif à la couverture de la population par les GAL pour lequel la valeur cible est à 100% de la cible 2023.

Sur la base des réalisations au 31.12.2017 :

- Le nombre d'opérations soutenues est de 0
- La population concernée par les GAL est de **875 435 soit 109% de la cible 2023**
- L'indicateur financier, s'élève à 0

Cette priorité souffre particulièrement du retard pris dans l'instrumentation des outils et du processus de mise en place des groupes d'action locale et de leur circuits de gestion. 1 indicateur sur 3 est atteint puisque les GAL ont été créés et conventionnés.

En ce qui concerne le nombre d'opérations soutenues, 15 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 057 251.15€, le retard lié à l'instrumentation n'a pas permis d'engager ces dossiers. Concernant l'indicateur financier, le temps de conventionnement des groupes d'action locale et la mise en place des circuits de gestion à retardé le démarrage de la programmation.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

RAS

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

La stratégie macro-régionale alpine de l'UE se concentre sur trois volets thématiques : compétitivité et innovation, mobilité dans le respect de l'environnement ainsi qu'exploitation durable de l'énergie, de la nature et des ressources culturelles. Le plan d'action concernant la stratégie macro-régionale alpine de l'UE divise ces trois volets thématiques en neuf actions concrètes, en les complétant par l'objectif transversal de gouvernance permettant d'améliorer la coopération entre les institutions dans la région alpine et la coordination de ces actions.

La stratégie fixe les priorités vers lesquelles les politiques publiques européennes, nationales et régionales et les ressources disponibles dans la région alpine devraient converger;

Objectif 1 - Un accès équitable à l'emploi qui s'appuie sur la forte compétitivité de la région

Action 1 : Créer un véritable écosystème d'innovation et de recherche

Action 2 : Accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques

Action 3 : Mettre l'éducation et la formation en adéquation avec le marché du travail dans les secteurs stratégiques

Objectif 2 - Une accessibilité interne et externe durable

Action 4 : Promouvoir l'intermodalité et l'interopérabilité du transport de passagers et de marchandises

Action 5 : Assurer la connexion électronique entre les personnes et faciliter l'accès aux services publics

Objectif 3 - Un cadre environnemental plus inclusif et des solutions énergétiques renouvelables et fiables pour l'avenir

Action 6 : Préserver et valoriser les ressources naturelles, y compris l'eau, ainsi que les ressources culturelles

Action 7 : Développer la connectivité écologique sur l'ensemble du territoire de la SUERA

Action 8 : Améliorer la gestion des risques et mieux gérer le changement climatique, notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur

Action 9 : Faire du territoire de la région alpine un modèle en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

La version finale de l'évaluation ex ante sur la base de la version du PDR du 1er Juin 2015 avait permis de conforter la pertinence du PDR au regard de la cohérence verticale (contribution aux objectifs européens) et horizontale (complémentarité ou concurrence avec d'autres dispositifs connexes).

L'apport du PDRR à la stratégie macro alpine impacte principalement l'objectif 3 de la SUERA " Un cadre environnemental plus inclusif et des solutions énergétiques renouvelables et fiables pour l'avenir" :

- l'action 6 "préserver et valoriser les ressources naturelles y compris l'eau ainsi que les ressources culturelles", par le biais des mesures 4, 7, 8, 11 et 16,

- l'action 8 " Améliorer la gestion des risques et mieux gérer le changement climatique, notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur" avec les mesures 8 et 13.

On constate également des convergences au niveau des mesures 11 et 16 du PDRR qui contribuent directement à l'objectif 1 de la SUERA (actions 1 et 2).

La matrice de cohérence entre le PDRR et la SUERA est annexée au présent RAMO.

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☒ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.fl) EUSALP

Domaine(s) thématique(s) stratégique(s) et action(s), et/ou question horizontale (gouvernance) pour lesquels le programme est pertinent:

	Domaine thématique stratégique	Action / question horizontale
<input checked="" type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.1 - Écosystème d'innovation et de recherche
<input checked="" type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.2 - Potentiel économique des secteurs stratégiques
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.3 - Environnement économique et social des opérateurs économiques dans les secteurs stratégiques (dont le marché du travail, l'éducation et la formation)
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.2.1 - Gouvernance
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.1.1 - Intermodalité et interopérabilité du transport de passagers et de marchandises
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.1.2 - Connexion électronique entre les personnes (agenda numérique) et accès aux services publics
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.2.1 - Gouvernance
<input checked="" type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.1 - Ressources naturelles (y compris l'eau et les ressources culturelles)
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.2 - Connectivité écologique
<input checked="" type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.3 - Gestion des risques et du changement climatique (notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur)
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.4 - Efficacité énergétique et énergies renouvelables
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.2.1 - Gouvernance

Actions ou mécanismes utilisés pour mieux lier le programme avec l'EUSALP

A. Les coordonnateurs macrorégionaux (principalement les coordonnateurs nationaux, les coordonnateurs des domaines stratégiques ou les membres) participent-ils au comité de suivi du programme?

Oui ☐ Non ☒

B. Dans les critères de sélection, des points supplémentaires ont-ils été attribués aux mesures spécifiques visant à soutenir l'EUSALP?

Oui ☐ Non ☒

C. Le programme a-t-il investi des fonds de l'UE dans l'EUSALP?

Oui ☐ Non ☒

Votre programme prévoit-il d'investir dans l'EUSALP à l'avenir? Veuillez préciser (1 phrase spécifique)

non, cela n'est pas prévu

D. Résultats obtenus en rapport avec l'EUSALP(sans objet pour 2016)

sans objet

E. Le programme contribue-t-il à des cibles et des indicateurs spécifiques des actions de l'EUSALP, comme indiqué dans le plan d'action de l'EUSALP? (Veuillez préciser la cible et l'indicateur)

sans objet

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

RAS

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Le plan d'évaluation n'a pas été modifié au cours de l'année 2017 cela n'ayant pas été jugé nécessaire.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

L'évaluation règlementaire 2017 FEADER

La consultation pour l'attribution du marché de l'évaluation règlementaire a été lancée le 21 Novembre 2016. L'exécution de la prestation s'est donc déroulée au cours de l'année 2017. Le budget prévisionnel alloué à l'évaluation est de 125 000€ hors taxes. La définition du besoin et du questionnaire évaluatif a été réalisée en coordination avec les services et a fait l'objet de réunions spécifiques au cours de l'année 2016.

La prestation prévoyait plusieurs volets :

- l'évaluation règlementaire dont les résultats ont été remis dans le RAMO de l'année dernière, conformément aux règlements européens,
 - la réalisation d'un guide méthodologique pour accompagner l'AG dans les évaluations 2019 et 2024 et assurer une cohérence globale sur les 3 exercices,
 - une évaluation de mise en œuvre comprenant deux questions évaluatives qui a été menée sur le second semestre 2017. Les résultats ont été présentés au comité de pilotage le 20 décembre 2017. Le rapport final est prévu au premier trimestre 2018 et fera suite à l'atelier sur les recommandations devant se tenir au début 2018. Les questions évaluatives relatives à l'évaluation de mise en œuvre sont les suivantes :
1. Dans quelle mesure l'organisation multi-partenariale instaurée dans le cadre de la gestion du FEADER et les procédures de mise en œuvre qui en découlent contribuent-elles bien à une mise en œuvre efficace du fonds?
 2. Dans quelle mesure les outils mis en place par la Région et la gouvernance dans le cadre de la gestion du FEADER contribuent-ils bien à une bonne lisibilité de l'action régionale en matière de politique agricole et de développement rural?

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les informations concernant les indicateurs de réalisations sont notamment issus des travaux de l'Observatoire du Développement Rural à partir des données issues des outils OSIRIS et ISIS.

L'année 2017 a vu se poursuivre le chantier de paramétrage de l'outil OSIRIS :

- 12 outils complets livrés avec paiement 100% : 4.1.1 ; 4.1.2 ; 4.1.3 ; 4.2 ; 4.3.3 ; 6.1.1 ; 7.6.1. ; 8.3.1 ; 8.6 ; 19.1 ; 19.2 ; 19.4
- 8 outils complets livrés avec paiement 80% : 4.3.1 ; 4.3.4 ; 7.6.2 ; 7.6.3 ; 7.6.4 ; 16.1 ; 16.4 ; 16.5
- 7 outils de niveau 1 suite à la procédure de simplification: ouverture dans un premier temps en Osiris restreint (Engagement), avec outil de calcul instruction AG, qui permettra d'engager en attendant la validation de la trame outil de calcul Réalisation AG : 4.1.4 ; 4.1.5 ; 6.4 ; 7.4.1 ; 7.6.5 ; 1.1 ; 1.2

LEADER:

19.2 ouvert avec paiement 80% (FCR à livrer aux GAL)

19.3 développé en trame nationale et testé en PACA, pilote du chantier.

19-1 et 19-4 ouverts avec paiement 100%

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

A. EVALUATION REGLEMENTAIRE 2017 :

La réalisation de l'évaluation réglementaire 2017 a connu plusieurs difficultés.

— à l'échelle nationale, un retard dans la mise en place du logiciel de gestion et de suivi OSIRIS, qui a entraîné un décalage entre la programmation « réelle » et les données du système de suivi, et l'ouverture reportée de nombreuses mesures ;

— à l'échelle nationale également, un retard des engagements de l'ensemble des mesures surfaciques (MAEC, CAB et MAB), se traduisant par l'absence totale de données sur les mesures surfaciques dans le système de suivi, hormis pour l'année 2014 (régime transitoire) ;

— à l'échelle régionale, une notification tardive du marché d'évaluation au regard de l'échéance réglementaire¹, entraînant sa réalisation en un temps très limité ne permettant pas de pallier aux informations manquantes dans le système de suivi et de recueillir l'avis des animateurs de terrain ou des bénéficiaires.

Ces difficultés ont notamment considérablement réduit les possibilités de calcul des indicateurs de résultats communautaires, puisqu'environ un quart d'entre eux seulement a pu être calculé. La réponse apportée aux différentes questions évaluatives a donc dû largement s'appuyer sur d'autres ressources pour fonder un argumentaire cohérent. Ces ressources mobilisées sont principalement :

— l'analyse de la logique d'intervention du programme pour chaque domaine prioritaire, c'est-à-dire la stratégie envisagée pour atteindre les différents objectifs associés au programme à partir des types d'opérations mobilisés pour chacun de ces objectifs ;

— l'analyse des dynamiques de programmation ;

— l'analyse de la nature des projets programmés ;

— l'analyse de la sélection des projets (critères de sélection utilisés, taux de sélection, notes obtenues par les projets retenus).

L'évaluation a néanmoins permis de dégager certaines conclusions transversales :

1) L'analyse des logiques d'action du programme — contribution des différents types d'opérations aux objectifs — et de leur mise en œuvre à travers les appels à projets a mis en évidence la clarté des stratégies dans plusieurs domaines: installation en agriculture, gestion de la biodiversité — surtout la biodiversité dite remarquable — gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau. Elle a aussi souligné les domaines dans lesquels la stratégie apparaissait moins claire: soutien de l'innovation, chaîne alimentaire, forêt, énergie/GES, gestion de la qualité des sols.

2) La région a pleinement investi les recommandations de la Commission Européenne concernant la mise en œuvre du programme en ayant recours pour la quasi-totalité de dispositifs à la procédure d'appels à projet. Cette pratique permet une meilleure sélection des projets à travers la traduction de la stratégie choisie dans les critères et modes de sélection (pondération des notations). Dans quelques cas, l'évaluation a néanmoins souligné que les modalités retenues — jusqu'à fin 2016 — des appels à projet ne garantissaient pas toujours la mise en œuvre de la stratégie choisie (formation et information, circuits courts LEADER et hors

LEADER).

3) Le pilotage par les résultats également recommandé par la Commission Européenne se met en place (objectifs chiffrés, suivi des engagements, suivi de la sélection, investissement important du RRR sur le suivi évaluation de LEADER), mais des lacunes demeurent dans le système d'information (investissements agricoles, forêt, MAEC, gestion de l'eau et énergie, synergies et antagonismes).

4) La région a réalisé un investissement important pour assumer son nouveau rôle d'autorité de gestion (recrutement, formation interne, internalisation de l'animation du RRR), mais un effort reste à poursuivre sur les fonctions transversales et l'animation du partenariat.

B. EVALUATION DE MISE EN OEUVRE :

QUESTION N°1 : DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION MULTI PARTENARIALE INSTAUREE DANS LE CADRE DE LA GESTION DU FEADER ET LES PROCEDURES DE MISE EN ŒUVRE QUI EN DECOULENT CONTRIBUENT-ELLES BIEN A UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DU FONDS ?

Il existe non pas une organisation multi-partenariale dans le cadre de la gestion du FEADER en Provence-Alpes-Côte d'Azur mais trois chaînes organisationnelles présentant chacune des modalités de décision contrastées.

La première couvre l'instruction, le paiement, les contrôles, les systèmes informatiques et procédures de ces fonctions. Dans cette chaîne, la Région est dépendante de décisions prises principalement au niveau national. La deuxième chaîne de décision, relative au pilotage stratégique, présente deux canaux de décisions avec peu d'interaction dans la région, celles associant les partenaires régionaux et celles concernant le cadre national porté par l'Etat. La gestion opérationnelle des appels à projets constitue une troisième chaîne, de plus en plus distincte du pilotage stratégique. La Région est au centre des décisions relatives à cette gestion, les partenaires participant avec elle à l'information et à l'accompagnement des candidats.

Une situation de crise a été constatée de début 2016 à mi-2017 au sein de la première chaîne. Les procédures demandées par le niveau communautaire et opérationnalisées par le niveau national y ont contribué, d'autres facteurs contributeurs relevant par contre de la Région. Cette période est passée mais de nouvelles difficultés, liées aux résultats des premiers contrôles, étaient en cours d'émergence fin 2017.

En matière de pilotage stratégique, les acteurs régionaux se reconnaissent comme partenaires de l'autorité de gestion mais sont en attente de davantage de participation. Le déficit d'interface avec le volet national du pilotage stratégique du FEADER est une difficulté non résolue.

Enfin, la gestion opérationnelle des appels à projets contribue effectivement à la qualité du programme. L'organisation de leur accompagnement et de l'information est une question en émergence.

Ainsi le PDR présente fin 2017 à la fois une efficacité de la mise en œuvre relativement satisfaisante pour les bénéficiaires, un potentiel d'amélioration en direction des publics n'ayant jusqu'ici pas accès au programme, et des difficultés importantes pour l'Autorité de gestion et les autres acteurs de la gestion du FEADER. Ces difficultés demandent à être traitées pour certaines d'ici la fin de la phase de programmation 2014-2020, pour d'autres dans le cadre de la réorganisation de la gestion du FEADER en France post-2020.

QUESTION N°2: DANS QUELLE MESURE LES OUTILS MIS EN PLACE PAR LA REGION ET LA GOUVERNANCE DANS LE CADRE DE LA GESTION DU FEADER CONTRIBUENT-ILS A UNE BONNE LISIBILITE DE L'ACTION REGIONALE EN MATIERE DE POLITIQUE AGRICOLE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL?

Il ressort tout d'abord que les outils de communication ont chacun leurs utilisateurs mais qu'aucun n'est transversal à l'ensemble des partenaires et cibles. Face à un programme complexe, la communication « classique » s'adresse avant tout aux acteurs intermédiaires de la mise en œuvre et aux principales « têtes de réseau », qui une fois qu'ils se sont appropriés l'ensemble des informations, peuvent les rediffuser sur le terrain auprès des bénéficiaires et cibles potentielles du programme.

En termes de connaissance du programme, on peut présager des cercles de connaissance plus ou moins approfondie du programme, avec des bénéficiaires agricoles et forestiers relativement informés, puis des cibles agricoles et forestières potentielles avec une connaissance sans doute plus faible et enfin des cibles des mesures rurales globalement mal informées.

Concernant la stratégie régionale, elle semble existante sur certains secteurs sans pour autant être transversale à l'agriculture et au développement rural, et elle pâtit d'un fort déficit de communication. Le PDR paraît cependant jouer un rôle stimulant pour la définition d'une stratégie régionale. La cohérence entre le PDR et la politique régionale est globalement perçue comme bonne « par construction » — puisque les deux sont souvent superposés — mais avec des points de vigilance à ne pas négliger lorsque les lignes de partage entre les deux ne sont pas claires aux yeux des parties prenantes (agriculture biologique, territoires ruraux).

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

1 - Révision 2017 du PDR

Au 1er trimestre un chantier de concertation s'est ouvert avec les représentants du partenariat régional afin de recueillir les contributions sur les propositions de modification du programme. Ainsi, plus de 70 propositions ont été recueillies pour aboutir à une proposition de révision du PDR soumise officiellement à la Commission en juillet 2017.

Cette révision doit permettre de faciliter la mise en œuvre du programme du PDR en prenant en compte les difficultés rencontrées.

Ces modifications portent notamment sur :

- L'élargissement des dispositifs sur l'hydraulique agricole, la modernisation des serres, les forêts et la modernisation des exploitations,
- La prévision de nouvelles modalités de financement de la modernisation des vergers et de l'installation de jeunes agriculteurs,
- Le rééquilibrage de la maquette en faveur des thématiques forêts, protection du foncier et coopération,
- Recyclage des AAP afin de faciliter la mise en œuvre du programme.

2 - Programmation et instrumentation du PDR :

En matière de programmation, le retard est majoritairement imputable au développement des outils informatiques.

L'année 2017 a vu une simplification et des progrès avec un bon taux d'ouverture des moteurs de calcul suite aux renforcements des effectifs de l'ASP qui a permis la finalisation de la plupart des DDMO ORD (4 outils restant, en cours de test ou d'analyse ASP).

Un alourdissement de la procédure de paiement à 100% et des difficultés dans la mise en œuvre des outils AG est cependant constaté :

- Nécessité de faire certifier chaque feuille de calcul réalisation en DR ASP pour chaque nouvelle version,
- Mises à jour fréquentes de feuilles par l'ASP imposant de recommencer le travail de paramétrage et de certification systématiquement.

- **Sur les mesures surfaciques MAEC :**

Les dossiers MAEC n'ont pu être instruits en 2015 et 2016 par les DDT en raison de l'indisponibilité au niveau national du logiciel d'instruction ISIS fourni par l'agence de Service et de paiement (ASP).

En compensation, l'Etat a versé aux exploitants des avances remboursables et finalement le chantier national de paramétrage du logiciel a pu démarrer au 1er trimestre 2017. Les DDT ont pu réaliser les instructions sous ISIS (mai et juillet 2017) puis l'engagement comptable en octobre 2017 pour les dossiers

2015.

Le taux de programmation devrait ainsi atteindre 90% pour la mesure 10 et 50 % pour la mesure 11.

- **Sur les Mesures non surfaciques - stade de développement du moteur de calcul :**

Des difficultés dans la mise en œuvre des outils AG :

- Flou du cahier des charges nécessitant des échanges avec des experts en Aquitaine (donc peu disponibles).
- Questions non résolues pendant plusieurs mois empêchant d'avancer (bloquées au niveau national)
- Alertes non prises en compte:
 - Format non pris en charge dans l'outil OSIRIS,
 - Outil ne pouvant être développé jusqu'à l'Engagement en Socle, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Concernant le stade de développement du moteur de calcul :

- Tous les moteurs de calcul des 6 mesures prioritaires (DJA, PCAE, prédation) sont ouverts, permettant des paiements à 100%
- Le MCI de la 7.6.2 est en attente de développement par l'ASP: planifié pour début 2018
- 18 outils avec moteur de calcul Optimal ouverts.

Un accompagnement spécifique sur les outils de calcul est dispensé par l'AG aux DDT depuis le début du mois de novembre 2017 par thématique.

Au terme de l'année 2017, 13 outils complets ont été livrés avec paiement à 100%, 6 outils complets livrés avec paiements à 80% et 7 outils de niveau 1 suite à la procédure de simplification (ouverture dans un premier temps en OSIRIS restreint).

Pour le programme LEADER, la 19.2 est ouverte avec paiement à 80% (FCR à livrer aux GAL), la 19.3 développée en trame nationale et testée en PACA (pilote du chantier). La 19.1 et la 19.4 sont ouvertes avec paiement à 100%.

3 - Actions de formation des agents en charge du pilotage et instruction du programme

Le sous-ressourcement en matière de crédits d'assistance technique (les crédits d'assistance technique sont partagés avec l'Etat) au regard du grand nombre d'organismes intermédiaires limite fortement les moyens des missions de suivi et de monitoring. Ce sous-ressourcement est de surcroît amplifié par un fort turn over constaté au sein des services instructeurs des OI.

Dans ce cadre, on constate de surcroît de grandes disparités dans le traitement des dossiers et une méconnaissance des procédures.

Pour remédier à cela, la Direction de l'Agriculture et de l'Eau (DAGE) et la Direction de l'Autorité de

Gestion ont donc mis en place d'une part :

- Des actions d'accompagnement des OI par l'élaboration et la diffusion de notes et du guide de procédures. Le 1er DSGC a ainsi été diffusé en septembre 2017.
- D'autre part, un marché de formations à l'attention des services instructeurs externes (DDT (M) et GAL) a été lancé en 2017 et un prestataire a été sélectionné, la marché a été notifié fin 2017.

Ces actions de formations permettront de garantir le niveau d'expertise des agents intervenant dans l'instruction des aides européennes. C'est notamment le cas des compétences et des savoirs en matière de commande publique et d'aides d'état, ainsi que toute la réglementation spécifique applicable à l'instruction.

L'objectif sera de former 60 à 80 personnes, de deux catégories différentes par sessions de 2 jours :

- Agents instructeurs des services de l'Etat (DDTM et DRAAF) qui ont déjà une connaissance avérée, mais nécessitant une mise à jour – 30 à 40 personnes
- Agents des organismes intermédiaires: les équipes ayant fortement évolués, elles nécessitent une reprise à zéro des connaissances –30 à 40 personnes.

4 - Révision des critères de sélection :

Certains critères ont dû être révisés afin d'améliorer la sélectivité des dossiers :

Les critères des TO suivants ont été modifiés à l'occasion du comité de suivi du 29 juin 2017 :

8.6 – aide à l'équipement et à la modernisation des entreprises sylvicoles et d'exploitation forestière

4.1.4 – Modernisation des serres et des équipements dans les secteurs maraîchers et horticoles

4.15 – Investissement pour la modernisation des vergers

Les critères des TO suivants ont été modifiés à l'occasion du comité de suivi du 14 décembre 2017

1.2 – Actions de démonstration et d'information dans le domaine de l'agriculture

4.1.1 – Modernisation des exploitations d'élevage

4.1.2 – Modernisation des exploitations du secteur végétal

4.1.3 – Investissements dans la performance énergétique des exploitations agricoles

4.3.3 – Desserte forestière

8.3.1 – Défense Forêt Contre les Incendies

7.6.2 – Equipements pastoraux collectifs

5 - Comitologie : association du partenariat

- **Comités de suivi**

La Région PACA organise ses comités de suivi conformément aux recommandations de la Commission

européenne détaillant les éléments d'organisation des Comités de suivi.

Au 31 décembre 2017, 2 comités de suivi ont été organisés en consultation écrite :

Ces comités de suivi ont permis :

- de présenter l'état de la programmation et de la mise en œuvre du programme, l'état d'avancement du conventionnement avec les GAL et la mise à jour de la maquette,
- de valider les critères de sélection des appels à projets,
- de valider le RAMO 2016,
- de valider ou non les demandes de révision du PDR,
- de valider les plans d'action pour l'évaluation et la communication.

Leur compte rendu a fait l'objet d'une publication dématérialisée et accessible au partenariat sur l'« Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/>).

• Comités régionaux de programmation

Le comité régional de programmation assure le suivi commun de la programmation du FEDER du FSE du FEADER et du FEAMP sur le territoire régional sous la responsabilité des autorités de gestion dans un souci de transparence, de partenariat et de coordination entre les fonds.

Le comité régional de programmation interfonds est coprésidé par le Président du Conseil régional et par le Préfet de région.

La composition a été approuvée par délibération du Conseil Régional du 12 décembre 2014.

La liste des membres du comité de suivi est rendue publique sur le site de l'autorité de gestion <http://europe.regionpaca.fr/>.

Au 31 décembre 2017, 6 comités de programmation ont été organisés en consultation écrite.

Le compte-rendu de chaque comité fait l'objet d'une publication dématérialisée et accessible au partenariat sur l'« Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/>).

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	476 769 791,00	68,49	35,13

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feeder]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	476 769 791,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	476 769 791,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feeder	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Mise en place et état d'avancement du Réseau rural régional (RRR)

L'arrivée de deux nouveaux animateurs (un animateur et une animatrice) en 2017 a été l'occasion de renouveler la gouvernance du Réseau rural régional.

Le RRR a été rattaché à la Direction de l'Agriculture et de l'Eau (DAGE) du Conseil régional, afin d'assurer plus de transversalité entre les services.

Le Comité de pilotage est désormais présidé par la vice-présidente Ruralité et Pastoralisme du Conseil régional et est composé de 4 autres élus régionaux et de plusieurs directions du Conseil régional, afin d'assurer une bonne transversalité entre l'ensemble des thématiques traitées par le RRR.

La Cellule d'animation a poursuivi la mise en œuvre du plan d'actions du RRR avec des objectifs renforcés pour mieux informer sur le Programme de Développement Rural (PDR) 2014-2020. Elle a consolidé l'articulation avec le Réseau rural national et le Réseau rural européen. Elle a participé aux réunions organisées par le Réseau rural national avec l'ensemble des correspondants régionaux.

Un nouveau site internet a été mis en place, avec plus d'interactivité et de réactivité, afin d'informer sur les activités du RRR (Mesures du FEADER, programme LEADER, chantiers thématiques, agenda, contacts) : www.reseaururalpaca.fr

Dans le cadre des travaux conduits tout au long de l'année (groupes de travail, forums, ateliers) au sein du Réseau rural régional, les participants sont consultés sur les orientations. Le résultat de ces consultations vient abonder le contenu du plan d'actions du RRR.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Mise en œuvre du plan d'actions

- **Au titre de ses travaux thématiques et analytiques, le Réseau rural régional a poursuivi son investissement sur le thème des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)**

Le RRR a acquis une large expertise, reconnue, sur les PAT. Il est régulièrement sollicité pour intervenir dans des rencontres et forums, comme expert du sujet. A titre d'exemple, le RRR est intervenu comme modérateur à une réunion nationale du RnPAT (Réseau national des PAT) le 1er décembre 2017 à Paris.

Le RRR a organisé une Journée d'informations et d'échanges sur les Projets Alimentaires Territoriaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 17 novembre 2017 à Aix-en-Provence, en partenariat avec la DRAAF, la Chambre régionale d'agriculture et l'Ademe. Cette journée, qui a réuni 120

participants, a permis de valoriser des exemples de PAT en émergence dans la région et de présenter les outils d'aide au montage de PAT (dont les outils développés par le RRR) et les aides financières existantes.

- **Au titre de sa mission d'information sur le PDR 2014-2020, le RRR a organisé une série de rencontres avec les maires ruraux de la région**

Six réunions ont été organisées entre juillet et septembre 2017 avec chacune des associations départementales des maires et des maires ruraux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : le 3 juillet dans le Var (Draguignan), le 10 juillet dans les Bouches-du-Rhône (Marseille), le 11 juillet dans les Alpes-de-Haute-Provence (Sisteron) et les Hautes-Alpes (Gap), le 11 septembre dans le Vaucluse (Avignon) et le 28 septembre dans les Alpes-Maritimes (Nice).

Ces réunions, qui ont chacune réuni en moyenne une vingtaine de participants, ont permis de présenter les activités du RRR et d'informer sur le FEADER, en particulier sur les mesures dédiées au développement rural non agricole (mesures 7.4.1, 7.6.5 et 6.4)

- **Au titre de son activité d'appui à la mise en œuvre de LEADER, le Réseau rural régional a organisé plusieurs réunions dans le cadre de son espace d'échanges ouvert aux Groupes d'Action Locale (GAL).**

Deux journées d'échanges de pratiques entre GAL (ouvertes aux équipes salariées des GAL et aux membres des comités de programmation) ont été organisées par le RRR: le 29 juin à Château-Arnoux et le 23 novembre à Forcalquier. Ces journées ont permis, dans le cadre d'ateliers, de traiter notamment des questions suivantes: fonctionnement des comités de programmation et des appels à projets, coopération LEADER, cadre commun d'évaluation.

Plusieurs outils méthodologiques ont été créés ou mis à jour par le RRR: création d'un recueil des bonnes pratiques des comités de programmation; note sur les règles de publicité pour les porteurs de projets LEADER; mise à jour des outils de l'évaluation LEADER.

Un espace dédié à LEADER a été créé sur le nouveau site internet du RRR.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Au regard des exigences réglementaires en matière de publicité du programme, l'Autorité de gestion a déployé en 2017, les actions suivantes :

L'évènement annuel en 2017 s'est déroulé le 3 mars 2017 à Marseille avec pour intitulé « Cap sur les fonds européens, La Région vous accompagne ! ».

L'ordre du jour était le suivant :

- Intervention des représentants de la Commission Européenne avec un focus sur les opportunités de financements européens pour les acteurs du territoire régional,
- Présentation des moyens et du dispositif mis en place par la Région pour accompagner les acteurs du

territoire pour l'accès aux financements européens,

- Exemples de projets et de stratégies portés par des opérateurs du territoire régional: 8 témoignages de projets financés ont été diffusés.

Bilan :

400 participants

400 recueils de fiches projets diffusés

1 conférence de presse

Des retombées médiatiques: 18 articles parus dans la presse régionale

8 vidéos de bénéficiaires

7 vidéos de Motion Design

1 vidéo des équipes Europe-Région

L'ensemble du partenariat a ainsi pu de manière privilégiée prendre connaissance des avancements et réalisations et des réponses ont pu être apportées aux questions relatives aux futurs appels à projets.

L'Autorité de gestion a également accueilli et co-organisé le Séminaire national interfonds piloté par le CGET en novembre 2017. Celui-ci a réuni plus de 400 participants.

Le site internet dédié aux fonds européens (www.europe.regionpaca.fr) enregistre une fréquentation stable par rapport à l'année 2016 sur 11 mois de l'année. Décembre 2017 présente un fort taux de fréquentation en raison de la campagne médias sur les réseaux sociaux.

En 2017, une entrée unique dans la partie « J'ai un projet » a été créée pour permettre à tout type de porteur de projet de soumettre un projet, qu'il connaisse ou non le programme auquel il est éligible. Un chargé de mission centralise les demandes et les ventile auprès de chargés de mission des programmes qui pourraient venir financer le projet. Tous les programmes (FESI, thématiques et de coopération) sont concernés.

Une chaîne YouTube a été créée pour valoriser l'ensemble des vidéos produites en 2017.

Recueil de fiches projets : cet outil, développé en interne en 2016, a pris une nouvelle dimension en 2017 avec l'externalisation de la mise en forme du document et de l'impression. Le concept consiste à valoriser des projets par tous les programmes européens en Région. Chaque projet est présenté sur une fiche A4. La version 1 diffusée le 1er avril 2016 comprenait 72 fiches projets. La version 2 diffusée le 3 octobre 2016 comprenait 170 pages.

Le Tome 1 diffusé le 3 mars 2017 comprend 280 fiches projets.

1800 tirages effectués

- 400 diffusés lors de l'évènement « Cap sur les Fonds Européens »
- 600 adressés par le cabinet aux grandes collectivités du territoire et aux élus
- Autres exemplaires diffusés auprès des services de la Région dans le cadre des réunions d'animation sur le territoire

Le Tome 2 diffusé le 28 novembre 2017 comprend 200 nouvelles fiches projets.

1500 tirages effectués

Les deux tomes sont disponibles en version imprimée et en version numérique. Chaque fiche, à la demande, peut être extraite du recueil et adressée aux médias, au CGET. Cela facilite la sélection et la valorisation des projets financés par les fonds structurels.

Google Map

Chaque fiche est géolocalisée Ainsi chaque fiche correspond à un point géographique sur une carte interactive disponible sur le site www.europe.regionpaca.fr. La fiche est consultable lorsque l'on clique sur le point.

- 46 projets FEADER géolocalisés
- 29 fiches projets « mesures » FEADER en ligne

Cet outil connaît un grand succès auprès de l'ensemble de notre partenariat.

Conformément à la stratégie de communication, les autres outils suivants ont été déployés en 2017 :

- 1 vidéo de bénéficiaire
- 1 vidéo des équipes Europe-Région
- 1 module de Motion Design

Les vidéos sont en ligne sur le site europe.regionpaca.fr et sur la chaîne YouTube « L'Europe s'engage en région Provence-Alpes-Côte d'Azur »

+ Diffusions effectuées sur les comptes Facebook et Twitter de la Région en Mai et en fin d'année dans le cadre de la campagne digitale et cinémas.

- Un nouveau kakemono interfonds
- Un nouveau kakemono FEADER

Carnet de correspondance des lycéens 2017-2018: une page sur les fonds européens au travers du message « La Région et l'Europe s'engagent pour l'avenir des jeunes ».

Cible: 190 612 lycéens

- 153 078 lycéens dans 181 lycées publics
- 37 534 élèves répartis dans 129 lycées privés
- 310 lycées publics et privés
- 219 lycées au sein de l'Académie d'Aix-Marseille

- 91 lycées au sein de l'Académie de Nice

Les autres grandes actions significatives déployées en 2017 sont les suivantes :

Grande campagne de communication en décembre 2017 :

Les objectifs de la campagne :

- Faire progresser le sentiment d'information des citoyens résidents sur le territoire régional concernant les projets financés par l'Union Européenne.
- Informer le grand public sur les projets financés par l'Union Européenne au travers des fonds européens structurels d'investissement (FEDER, FSE, FEADER et FEDER Massif Alpin)
- Valoriser l'action publique de l'Union Européenne et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Faire progresser la notoriété de l'Union Européenne en région et sur le Massif Alpin
- Générer du trafic sur le site <http://europe.regionpaca.fr/leurope-sengage-en-provence-alpes-cote-dazur-accueil/>

Une campagne dans les cinémas :

Cette campagne a été déployée dans 88 cinémas de la région Provence – Alpes – Côte d'Azur et Auvergne Rhône Alpes en décembre 2017 pendant 2 semaines de forte affluence dans les salles (sortie du film Star Wars et 1ère semaine des vacances scolaires de Noël). Un film d'animation sur le FEADER a été diffusé avant chaque séance.

Une campagne digitale sur les réseaux sociaux : « La Région et l'Europe investissent sur le territoire »

Facebook, YouTube, Dailymotion : diffusion des vidéos, bandeaux web avec évaluation des arrivées sur notre site.

Le ciblage de la campagne sur PACA enregistre 6 750 arrivées sur le site web www.europe.regionpaca.fr

L'arches « Générique » obtient les meilleurs taux de clics.

Une campagne print : sur le quotidien 20 minutes avec les 10 essentiels « Europe et Région main dans la main »

Une campagne dans la presse :

Régies - Supports	Diffusion	Audience
20 Minutes - Marseille Provence		57 579 426 000
20 Minutes - Nice	24 500 426 000	
Soit 82 079 exemplaires diffusés		
852 000 contacts touchés		

Joli Mois de l'Europe 2017 :

- Une page dédiée sur le site internet <http://europe.regionpaca.fr/joli-mois-de-leurope-2017/>
- Un courrier d'appel à mobilisation co-signé par la Région et la Représentation de la Commission Européenne à Marseille adressé à l'ensemble du partenariat régional
- 48 événements labellisés conjointement par la Région et la Représentation de la Commission Européenne à Marseille
- 28 événements organisés par le réseau de la citoyenneté européenne en région (dont 12 événements organisés dans le cadre de projets financés par l'AAP CitActUE)
- 12 événements pilotés par des projets financés par les fonds structurels
- 12 bilans reçus des organisateurs
- 1477 personnes mobilisées
- 6 articles de presse (La Provence, La Marseille, Nice Matin, Var Matin)
- Une visibilité régionale, nationale et européenne
- Publications sur les comptes Facebook et Twitter de la Région avec les hashtags #JMEurope et #EUinmyregion
- Affiches et Goodies adressés à l'ensemble des organisateurs

Fête de l'Europe au Musée Regards de Provence :

- Intervention de la Région lors de la Fête de l'Europe au Musée Regards de Provence organisée par la Représentation de la Commission Européenne à Marseille le 9 mai.
- Exposition « Les Décodeurs de l'Europe » avec la présence du dessinateur Nicolas Vadot.

Célébration des 60 ans du Traité de Rome :

2 projets FEADER retenu pour l'exposition 60 Belles Histoires

L'exposition a également été présentée lors du séminaire national FESI (Novembre 2017) organisé à Marseille.

Journées Var Europe 2017 :

- 2 Journées dédiées aux programmes européens
- 1 stand Région
- 29 Stands – 11 Ateliers

Bilan 2017 : 16 actions réalisées en 2017

Rappel: 11 actions étaient programmées en 2017.

Une seule action du plan de communication 2017 n'a pas été mise en œuvre: les Journées Portes Ouvertes qui n'ont pu être organisées en raison de la programmation de l'évènement annuel en tout début d'année et de nouveaux événements non-inscrits au plan d'action (Journées Var Europe / Séminaire national CGET à Marseille).

Pour 2018, il est proposé de planifier cette action en mai à l'occasion du Joli Mois de l'Europe afin de disposer du temps nécessaire à la mise en œuvre.

6 actions non programmées ont été réalisées:

- Création d'une chaîne YouTube
- Exposition 60 Belles Histoires
- 11 Vidéos de bénéficiaires (au lieu de 4 prévues)
- Journées Var Europe
- RegioStars 2017
- Publication sur les réseaux sociaux de la Région (Joli Mois de l'Europe / RegioStars / Massileo/films d'animations et vidéos de bénéficiaires, campagne digitale)

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	07-04-2017
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Non
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	-

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2017					2,07
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2017					96,00
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2017					2 000,00
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2017	2,98	33,44	1,01	11,33	8,91
		2014-2016	1,76	19,75	0,16	1,80	
		2014-2015	1,40	15,71	0,03	0,34	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	12 520 586,75	31,01	3 550 216,90	8,79	40 374 547,28
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 426 509,00
M01.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	1 426 509,00
M01.1	O12 - Nombre de participants aux formations	2014-2017			0,00	0,00	2 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	12 513 191,97	36,73	3 550 216,90	10,42	34 070 522,28
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					85 176 305,70
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			3 550 216,90	10,42	34 070 522,28
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			194,00	9,70	2 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00			2 500 000,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	7 394,78	0,31	0,00	0,00	2 377 516,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2017	5,97	99,23	2,03	33,74	6,02
		2014-2016	2,02	33,58	0,29	4,82	
		2014-2015	1,32	21,94			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	15 052 869,36	51,57	8 579 312,65	29,39	29 186 507,94
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	7 936 507,94
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					23 584 906,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			0,00	0,00	472,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	15 052 869,36	70,84	8 579 312,65	40,37	21 250 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2017					21 250 000,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			8 579 312,65	40,37	21 250 000,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			455,00	33,70	1 350,00

Domaine prioritaire 2C+							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2C+	T4+ Investissements en desserte forestière (Total des investissements (€) (publics et privés))	2014-2017			1 085 800,00	30,26	3 588 703,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2C+	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	4 484 124,53	64,88	1 468 920,22	21,25	6 910 975,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	2 018 419,86	70,30	0,00	0,00	2 870 962,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					3 588 703,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	2 465 704,67	61,03	1 468 920,22	36,36	4 040 013,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			1 468 920,22	36,36	4 040 013,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2017					0,45
		2014-2016					
		2014-2015					
	T6+ Investissements totaux (publics et privés) pour le soutien à l'investissement pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles (4.2) (EUR)	2014-2017					49 344 664,00
		2014-2016					
		2014-2015					
	T6+ Part des industries agroalimentaires soutenues par des investissements pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles (4.2) (%)	2014-2017					6,95
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	7 211 633,31	29,44	4 279 071,97	17,47	24 492 896,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	7 211 633,31	36,54	4 279 071,97	21,68	19 737 865,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					49 344 664,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			24,00	24,00	100,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	4 755 031,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2017			0,00	0,00	100,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2017			16,84	48,40	34,79
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2017			4,51	58,70	7,68
		2014-2016			0,03	0,39	
		2014-2015			0,03	0,39	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2017			18,80	56,76	33,12
		2014-2016			31,45	94,95	
		2014-2015			31,45	94,95	
	Investissements totaux pour les actions de prévention pour la protection de la forêt (EUR)	2014-2017					13 009 048,00
		2014-2016					
		2014-2015					
	Part de la surface forestière bénéficiant d'un soutien pour la protection contre les incendies (%)	2014-2017					10,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	308 348 384,84	58,57	234 481 362,38	44,54	526 460 475,50
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	1 485 947,50
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	87 986,82	3,27	0,00	0,00	2 691 527,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					2 691 527,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	48 081 901,91	55,76	20 436 937,12	23,70	86 234 009,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	20,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	10 052 538,36	94,87	382 389,35	3,61	10 595 917,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			382 389,35	3,61	10 595 917,00
M08.3	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			20,00	142,86	14,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	58 434 820,57	50,92	23 308 042,19	20,31	114 757 005,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			136 996,24	50,22	272 768,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	3 473 297,86	13,24	2 136 154,40	8,14	26 231 019,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			16 282,77	60,31	27 000,00

M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			0,00	0,00	3 000,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	188 679,00
M12.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			0,00	0,00	20,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	188 217 839,32	66,21	188 217 839,32	66,21	284 276 372,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			147 484,32	41,49	355 474,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			2 805,34	15,65	17 926,00

Domaine prioritaire 5A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5A	T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	2014-2017			0,25	6,11	4,09
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	3 840 000,00	12,04	2 927 606,25	9,18	31 906 895,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	3 840 000,00	13,03	2 927 606,25	9,93	29 468 137,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					34 237 667,00
M04	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2017			248,00	6,20	4 000,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			1,00	4,00	25,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	2 438 758,00

Domaine prioritaire 5B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5B	T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	2014-2017	440 649,32	14,03	208 535,70	6,64	3 140 115,00
		2014-2016	3 225,00	0,10	3 225,00	0,10	
		2014-2015	3 225,00	0,10			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	440 659,32	35,08	180 727,23	14,39	1 256 046,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	440 659,32	35,08	180 727,23	14,39	1 256 046,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2017					3 140 115,00
M04.1 M04.2 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			11,00	27,50	40,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2017					9,69
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	179 784,87	105,64	24 920,00	14,64	170 191,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	179 784,87	105,64	24 920,00	14,64	170 191,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	170 191,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2017					20,00
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588 703,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	3 588 703,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2017					5 981 171,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2017			0,00	0,00	60,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2017					270,00
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2017					5,37
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2017			47,03	109,43	42,98
		2014-2016			47,03	109,43	
		2014-2015			47,03	109,43	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	592 697,45	0,99	0,00	0,00	59 997 292,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	11 493 614,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	20,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2017			0,00	0,00	100 000,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	75,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2017			0,00	0,00	20,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	0,00	0,00	0,00	0,00	6 389 014,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017	592 697,45	1,41	0,00	0,00	42 114 664,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2017			875 435,00	109,43	800 000,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2017			13,00	100,00	13,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	535 063,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	27 046 590,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	6 765 963,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2017			0,00	0,00	7 767 048,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP093	Annexe financière (systèmes)	13-09-2018			1075048587	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP093_fr.pdf		
Résumé à l'attention des citoyens RAMO 2018 sur l'année 2017	Résumé à l'intention des citoyens	19-10-2018			3922937721	Résumé à l'attention des citoyens		

